

Togo : La diaspora togolaise dit non à l'arrêt unilatéral des manifestations

COMMUNIQUE N°2

La Coalition des 14 partis politiques de l'opposition démocratique togolaise avait posé comme préalable à toute négociation les exigences suivantes :

1. La libération de tous les détenus politiques arrêtés depuis le 19 Aout dans la cadre des manifestations ainsi que ceux arrêtés dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara
2. L'arrêt des poursuites iniques dans l'affaire des incendies criminels des marchés de Kara et Lomé
3. La levée de l'état de siège de fait des villes de Sokodé, Bafilo et Mango
4. L'effectivité du droit de manifester sur toute l'étendue du territoire national
5. La restitution effective de tous les engins et matériels saisis à l'occasion des manifestations
6. Le retour des exilés et des déplacés
7. L'arrêt immédiat des persécutions, arrestations, poursuites abusives et violences à l'encontre des militants et dirigeants de l'opposition.

A ce jour, cinq (5) des sept (7) mesures d'apaisement n'ont pas encore été mises en œuvre. La libération, des prisonniers politiques a été très partielle, alors que le pouvoir en place continue d'effectuer de véritables rafles pour se constituer un volant d'otages à marchander au titre des mesures d'apaisement réclamées il y a plus de deux mois.

Enfin, certaines mesures d'apaisement dont les autorités se prévalent ont été mises en œuvre avec des actes de sabotage dignes d'un Etat voyou. Il en est ainsi de l'ajout délibéré de gros sel dans les réservoirs d'essence des véhicules restitués à leurs propriétaires au titre de la cinquième mesure d'apaisement.

C'est donc avec surprise que les togolais, vivant sur le territoire national et à l'étranger ont pris connaissance du communiqué daté du 2 février 2018 par lequel les Ministres des Affaires étrangères de la Guinée et du Ghana représentant les chefs de l'Etat désignés comme médiateurs dans la crise politique annoncent la date d'ouverture du dialogue pour le 15 février et précisent que « *...tous les acteurs au dialogue conviennent de la suspension des manifestations publiques à compter de la publication de la date dudit dialogue..* ».

La diaspora togolaise réunie au sein de la coordination TogoDebout tient à rappeler :

- Que son importance est la conséquence de la gouvernance calamiteuse de la dynastie Gnassingbé qui opprime le peuple togolais depuis plus de 51 ans.
- Qu'elle n'est pas partie prenante à ce dialogue qui risque de déboucher sur les mêmes impasses que les dizaines de dialogues précédents
- Qu'elle poursuivra son programme de manifestations et de plaidoyer jusqu'à l'obtention complète des revendications du peuple togolais, à savoir le départ immédiat de Mr Faure Gnassingbé qui a perdu toute légitimité pour continuer à diriger le Togo et qui se maintient au pouvoir depuis bientôt treize ans par le biais d'élections frauduleuses qu'il sait n'avoir jamais gagnées.

Fait à Paris, le 07 février 2018

La Coordination TogoDebout

Contact presse :

Brigitte AMEGANVI

togodebout@togodebout.info

Tél : +336 14 88 31 21